

AKTUELL

CONGÉ PARENTAL

« Une politique familiale moderne »

David Angel

Plus de flexibilité, plus d'argent, moins d'obstacles : la réforme du congé parental s'annonce globalement positive.

Nombreux étaient ceux qui reprochaient au gouvernement de mener une politique hostile aux familles ces derniers mois. Mais voilà que la ministre de la Famille, Corinne Cahen, a présenté lundi son projet de réforme du congé parental, résultat des négociations entre le gouvernement, les syndicats et les employeurs. Concilier vie familiale et vie professionnelle, assurer l'égalité des chances et renforcer la relation entre parents et enfants seraient les buts de cette réforme, selon Cahen. « C'est un pas important vers une politique familiale moderne », a-t-elle déclaré.

« Nous avons la chance d'avoir 15 ans de recul par rapport au congé parental », a poursuivi la ministre. À quoi s'ajoutent les résultats d'un sondage réalisé au début de l'année (woxx 1309), révélateurs en ce qui concerne les raisons pour lesquelles nombre de parents n'ont, jusque-là, pas profité du congé parental.

Parmi les raisons principales, la diminution du revenu du ménage de par une compensation financière jugée insuffisante - pour le moment, l'indemnité de congé parental se situe à hauteur de 1.778 euros par mois, pour tout le monde - et le manque de flexibilité. À l'avenir, cela pourrait changer : au lieu des 1.778 euros par mois fixes, ce qu'on appellera désormais « revenu de remplacement » sera calculé par rapport au salaire de la personne concernée, avec un minimum de 1.922 euros et un maximum de 3.200 euros par mois net.

Autre nouveauté : les deux parents pourront dorénavant prendre le congé parental en même temps - cela après une recommandation de la Commission européenne, qui estime que le congé parental est un droit individuel. Le premier parent aura le choix : six ou quatre mois à temps plein, soit douze ou huit mois à mi-temps. Selon Cahen, pour certains, six mois de congé représenteraient une coupure trop longue, c'est pourquoi on aurait ajouté l'option des quatre ou huit mois. Pour le deuxième parent qui prend le congé, les options se-

ront encore plus vastes : il pourra, en plus, fractionner son congé parental et prendre par exemple un jour par semaine, sur une durée maximale de 20 mois. Cependant, le patron aura le droit de refuser la formule fractionnée du congé parental - tout en étant dans l'obligation de proposer une alternative dans ce cas.

Garantir l'accès aux plus pauvres

Au lieu des 20 heures de travail par semaine obligatoires jusque-là pour avoir droit au congé parental, Corinne Cahen opte pour un minimum de dix heures hebdomadaires ; ceci afin de garantir l'accès au congé parental aux « plus pauvres ». Les personnes travaillant pour plusieurs patrons à la fois - dans le secteur du nettoyage par exemple - auront désormais aussi droit au congé parental, à condition que les employeurs soient d'accord.

Le congé parental pourra être pris jusqu'à ce que l'enfant ait six ans - actuellement, la limite est fixée à cinq ans. Pour les enfants adoptés, les six ans compteront à partir du moment de l'adoption, avec une limite de douze ans d'âge.

La réforme du congé parental représente une avancée : il est quasiment certain que la nouvelle formule encouragera plus de gens à en profiter, de par la flexibilité accordée et la hauteur du « revenu de remplacement ».

Néanmoins, certains points restent à éclaircir : comment pourra-t-on éviter qu'un employeur force son employé à opter pour la formule des quatre mois au lieu des six (ou à mi-temps huit mois au lieu de douze) ? Comment assurer que, dans le cas d'un refus du patron de la formule fractionnée du congé parental, il propose une alternative viable ? Comment éviter que celui qui choisit de prendre congé un jour par semaine, et donc de ne travailler que quatre jours par semaine, ne soit pas forcé par son employeur d'assurer le même travail qu'en cinq jours ? Des questions auxquelles le projet de loi, qui, selon la ministre de la Famille, sera déposé avant l'été, pourrait donner des réponses.

SHORT NEWS

Le printemps des populistes

(lc) - Le référendum, et notamment la médiatisation de la question du droit de vote des étrangers, fait pousser des ailes à certaines formations d'extrême droite qui manifestement cherchent aussi à se lier d'une façon ou d'une autre au comité du « Nee 2015 ». Ainsi, un de leurs principaux collaborateurs, un certain Steve Kodesch, connu aussi pour son appartenance au bloc des ultras de l'équipe nationale de football, a été l'invité - absent et excusé - de l'association « Amicitia - Lëtzebuerger Patriote Liga », dont deux membres ont été condamnés pour avoir menacé de mort Serge Kollwelter et Laura Zuccoli de l'Asti. Si le comité « Nee 2015 » a nié toute implication chez les « Patriotes », il est quand même curieux de constater que l'autre parti d'extrême droite, la « Sozial Demokratesch Vollekspartei », dont le fondateur était également présent lors de la réunion des « Patriotes », utilisait le logo du « Nee 2015 » sur sa page Facebook. Alors qu'une des principales occupations dudit comité était de déterminer qui chez ses adversaires de la plateforme « Minté » avait le droit de s'exprimer sur la question du droit de vote des étrangers. Avec des populistes pareils, on peut dormir tranquille.

Eine Stadt für alle

(avt) - Am 5. Mai ist es wieder so weit. Der europäische Aktionstag für Menschen mit Behinderung wird öffentlich begangen. Doch statt zornigen Demonstrationen für Chancengleichheit und zur Umsetzung der UN-Behindertenrechtskonvention, die Luxemburg bereits 2011 ratifiziert hat, findet der einstige Protesttag nunmehr in einem institutionellen Rahmen statt. So werden vom 2. bis 17. Mai unter dem Motto „Eine Stadt für alle“ Sensibilisierungswochen für Menschen „mit spezifischen Bedürfnissen“ angeboten. Rund sechzig Partnerorganisationen unterstützen das Programm, das unter anderem Events wie „Essen im Dunkeln“ in verschiedenen Restaurants, Führungen durch städtische Museen und durch die Innenstadt für Personen mit eingeschränkter Mobilität, Blinde und Sehbehinderte, Hörgeschädigte sowie Menschen mit einer Lernschwäche bietet. Am 13. Mai findet außerdem im Bonneweger Kulturzentrum eine Konferenz über die Umsetzung der UN-Behindertenrechtskonvention statt. Ottmar Miles-Paul, ehemaliger Behindertenbeauftragter von Rheinland-Pfalz, wird auf ihr einen Vortrag halten. Weitere Informationen: www.vdl.lu

Dons de sang : la CJUE renvoie la balle

(da) - Dans l'affaire Léger contre France (C-528-13), un citoyen français avait saisi la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à propos de l'interdiction, pour les hommes homosexuels, de donner du sang (woxx 1276). En effet, il s'était vu refuser son don par l'Établissement français du sang de Metz au motif d'un rapport sexuel qu'il avait affirmé avoir eu avec un autre homme. Dans ses conclusions, l'avocat général avait estimé qu'une telle interdiction ne représentait pas seulement une discrimination envers les homosexuels, mais envers les hommes en général et qu'avoir des rapports sexuels avec un autre homme ne constituerait pas un « comportement sexuel » qui justifierait une exclusion permanente du don de sang. Voilà que la CJUE renvoie la balle aux tribunaux nationaux : une personne ayant eu des rapports homosexuels peut être interdite de don de sang si et seulement si il est établi qu'un tel comportement sexuel expose le concerné à un risque élevé de contracter des maladies sexuellement transmissibles - susceptibles d'être transmises par le sang - et s'il n'existe pas de méthodes de détection ou d'autres moyens, moins contraignants que l'interdiction, de garantir la protection de la santé des receveurs. Aux tribunaux nationaux donc d'en juger. Rappelons que, au Luxembourg aussi, les hommes homosexuels sont exclus du don du sang.